

XI^e congrès de
l'Association française de science politique
Strasbourg 2011

Tempêtes microbiennes

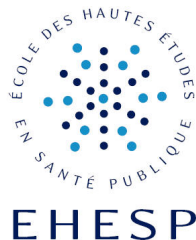
Le monde transatlantique et les scénarios épidémiques (1998-2006)

... invest in preparedness, not in prediction
Nassim Nicholas Taleb, *The Black Swan* (2010)

Patrick Zylberman

Ecole des hautes études en santé publique
EHESP—School of Public Health
CERMES3 (UMR 8211, INSERM U 988, EHESP)

patrick.zylberman@ehesp.fr



Fin septembre 2005, le nouveau coordinateur pour la grippe aviaire et humaine à Genève n'hésitait pas à prédire de 2 à 150 millions de morts dans le monde lors d'une prochaine pandémie ¹. Une fourchette plutôt large, avec bien peu de chance de se tromper ! Quelques mois plus tôt, l'O.M.S. avait cité le chiffre de 50 millions de décès : « comme en 1918 ² ! » « Comme en 1918 » allait devenir le refrain et la scie de la période. Ne verrait-on pas ainsi en février 2006, à Boston, Anthony Fauci, directeur du *National Institute of Allergy and Infectious Diseases* de Bethesda, brandir devant une assistance médusée, tel le *mané thécel pharès* tracé par la main sur le mur, une pancarte témoignant des horreurs de la grippe « espagnole » ? Entre août 2004 et novembre 2005, il est vrai, le nombre des morts en sursis aux USA avait soudain décuplé. Les plans de l'administration américaine étaient passés de l'hypothèse d'une pandémie « modérée » à celle d'une pandémie « sévère » : « comme en 1918 ³ » ! C'est du reste cette dernière supposition qu'avaient retenue, eux aussi, les experts français quelques mois auparavant ⁴.

La peur, à cet instant, coulait d'un fil net étrangement sonore. A l'été 2005 paraissait ainsi dans *Foreign Affairs* un papier intitulé « Faire face à la pandémie qui vient ⁵ ». Son auteur, Michael T. Osterholm, était professeur à la Minnesota School of Public Health et directeur du Centre de recherche et de politique des maladies infectieuses à Washington. Dépassé seulement dans sa tonalité alarmiste par l'éditorial de *Nature* du 26 mai ⁶, c'était un tableau inquiétant du désastre sanitaire qui s'annonçait.

Osterholm imaginait trois scénarios. Aujourd'hui, dans un an, dans dix ans, le virus s'étant humanisé, la grippe aviaire qui sévissait en Asie inondait la planète. L'auteur avait mis un peu d'exagération dans ses craintes. A le suivre, la dissémination pandémique d'une nouvelle souche virale déclencherait une crise universelle d'une gravité insoupçonnée. Alarmés par la pénurie de vaccins, les pays producteurs (Australie, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Hollande,

Grande-Bretagne et États-Unis : soit 12% de la population mondiale) décideraient sur-le-champ de nationaliser leur production, comme les États-Unis, en 1976, au moment de la « grippe du porc ». Rapidement, les établissements hospitaliers seraient submergés et les équipements de soins (comme les respirateurs artificiels) ou de protection (masques) feraient défaut. Encore n'était-ce là que la moindre partie de leurs malheurs. Comme ce fut le cas lors de la grippe « espagnole », décimées par la contagion, les équipes soignantes ne seraient bientôt plus en mesure de remplir leur mission. Les dirigeants devraient affronter des opinions affolées réclamant la vaccination en masse (impraticable en raison de stocks insuffisants ou des effets adverses) et ne comprenant guère la sélection des personnes et des groupes à qui seraient délivrés en priorité des médicaments antiviraux dont on ignorait de surcroît s'ils protégeaient vraiment contre le nouveau virus. Affaiblies par la maladie, la troupe était mobilisée afin de défendre les stocks de vaccins et de médicaments, en plus de parer au maintien de l'ordre. Du jour au lendemain l'économie mondiale tombait en panne. Cadres dirigeants, simples ouvriers, la moitié de la population se retrouvait hors d'état de travailler. L'approvisionnement en produits de première nécessité ne pouvait plus partout être assuré. Plus de crédit, plus d'affaires ; la terreur était à son comble ⁷.

Rien de bien nouveau dans cette peinture des « tempêtes microbiennes ⁸ » qui nous attendent. « Nous n'avons jamais été aussi vulnérables, » écrivait en 1996 Joshua Lederberg, prix Nobel de médecine et conseiller de Bill Clinton ⁹. Et cependant, tout virus émergent ne déclenche pas automatiquement une pandémie. En 1976, la grippe du porc (H1N1) aux États-Unis a fait long feu. En 1997, la grippe qui a sévi parmi la volaille à Hong Kong et en Hollande ne s'est pas transformée en maladie humaine. H5N1 réplique difficilement chez l'être humain.

Et cependant un accès aigu de terreur panique reste possible à tout moment. Les menaces microbiennes promettent de déstabiliser brutalement les structures économiques et politiques. N'a-t-on pas qualifié la menace biologique, naturelle ou délibérée, « d'arme de désorganisation massive ¹⁰ » ? Chiffres exagérés, analogies sans fondement, scénarios de la terreur biologique, la

sécurité sanitaire, pièce maîtresse des plans de réponses des États aux risques microbiens ¹¹, est aujourd'hui l'objet ou le prétexte d'une dégringolade vertigineuse dans la fiction. La chose n'est pas sans soulever de très nombreuses questions ¹².

Les menaces microbiennes ne sont que l'un des cas appelant la mise en œuvre des techniques de *preparedness*. Scenario planning et simulations, alerte précoce et surveillance, stockages de produits médicaux, plans de réponse, partage et analyse de l'information, toutes ces techniques ont pour but de préparer les administrations, les entreprises, les associations à diverses formes de menace, attentat biologique, pandémie grippale ou catastrophe environnementale. La *preparedness* rassemble ces menaces dans un concept unique et intégré d'intervention ¹³. Chaudement recommandés par l'O.M.S. ¹⁴, fabriqués à la chaîne par le ministère de la Justice et par le ministère de la Sécurité intérieure US, le Johns Hopkins Center for Civilian Biodefense Strategies ou le Center for Biosecurity de l'Université de Pittsburgh (son successeur), les scénarios de la menace microbienne sont désormais systématiquement utilisés pour la préparation méthodique à la gestion des urgences (*preparedness*) de toutes les grandes administrations locales, nationales ou internationales. Cette diffusion accélérée des scénarios, exercices en vraie grandeur (*full-scale exercises*) et autres exercices de table (*tabletop exercises*), montre combien les États sont loin de se flatter aujourd'hui de pouvoir facilement prévoir et juguler les risques épidémiques.

Le principe de ces scénarios consiste à mimer des situations exceptionnelles pour mieux les maîtriser. Par scénario (ou fiction) il ne faut pas entendre seulement : une histoire. Sortes de jeux de rôle, scénarios et fictions sont d'abord des méthodes d'apprentissage de la décision en situation d'urgence et une mise à l'épreuve des procédures existantes. En jouant sur les synopsis qui leur sont proposés, les officiels se retrouvent immergés dans un univers imaginaire, manipulable à souhait. Grâce à cette immersion, ils peuvent s'approprier les attitudes, les pensées et les réflexes indispensables en vue de résister à la formidable pression qui pèsera sur leurs épaules en cas de crise

épidémique massive. Le but est d'apprivoiser des événements dont on ne peut identifier d'emblée ni les causes, ni le moment, ni le lieu.

Comment la sécurité sanitaire a épousé la fiction

Depuis 1995 et l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo ¹⁵, Bill Clinton, lecteur avide, dévorait tout ce qui touche au terrorisme. Tokyo avait réduit en poudre une des certitudes les mieux enracinées à Washington : que les terroristes recherchaient des armes de destruction massive aux fins de chantage, non pour s'en servir ¹⁶. « Avant le 11-Septembre, écrit le juriste et philosophe George Annas, la plupart des procédures destinées à parer une attaque bioterroriste contre les États-Unis étaient basées sur de la fiction. Le Président Bill Clinton allait s'intéresser au problème du bioterrorisme en 1997 après avoir lu *The Cobra Event*, le roman de Richard Preston ¹⁷. »

Paru en décembre 1997, c'est un de ces polars scientifiques comme il s'en produit à la chaîne. L'argument en est on ne peut plus conventionnel. Licencié par une entreprise de biotechnologies du New Jersey, un biologiste solitaire dissémine dans le Lower East Side, à New York, un virus génétiquement modifié provoquant des symptômes terrifiants. En quelques jours, l'attentat se solde par 32 cas d'infection, avec un taux de mortalité effroyable de 95%—en tout point équivalente à celle qui frappe les victimes d'Ébola auquel Preston venait de consacrer son précédent ouvrage : *The Hot Zone* (1994). Le tableau clinique est celui d'une atteinte génétique mortelle extrêmement rare, la maladie de Lesch-Nyhan, une encéphalopathie associée à des troubles violents du comportement (autocannibalisme) et à une surproduction d'acide urique entraînant des lésions rénales. Les activités médicales de l'ex-patron d'Archimède (tel est le surnom de cette réplique d'Unabomber, ce mathématicien terroriste solitaire arrêté par le FBI en 1996) servent de couverture à la fabrication d'armes biologiques pour le compte de réseaux politico-criminels internationaux (Irak, Russie, Suisse). La peinture est *gore*, le ton résolument alarmiste : « Difficile d'évaluer la menace, avance l'un des héros du roman, un médecin spécialiste des armes biologiques. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que la dissémination d'une dose mortelle provoquerait une mortalité énorme parmi la population. Un kilo de virus

lyophilisés dispersé dans l'atmosphère à New York pourrait causer une dizaine de milliers de morts. Au pire, deux, voire trois millions de décès. ¹⁸ » Poursuivi par une équipe du FBI épaulée par une épidémiologiste des CDC, le terroriste meurt dans un souterrain du métro, mordu par un rat infecté par son propre virus.

Dès janvier 1998, le Président demandait au Congrès d'approuver un plan de plus de 3 milliards de dollars destiné à financer la lutte contre la bioterreur ¹⁹. Et quelques mois plus tard, le 10 avril 1998, il réunissait dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, Joshua Lederberg, prix Nobel de médecine en 1958 et conseiller du Président, J. Craig Venter, un généticien ayant travaillé sur le séquençage du génome de la variole ²⁰ (c'est lui avait conseillé à Clinton la lecture du bouquin de Preston), Lucille Shapiro, microbiologiste et collègue de Lederberg à Stanford, Barbara Hatch Rosenberg, spécialiste des armes biologiques et personnalité éminente de la Federation of American Scientists, Jerome Hauer, le tout nouveau directeur des services d'urgence de la Ville de New York, et Thomas Monath, ancien directeur du département de virologie à l'Institut de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée à Fort Detrick, devenu président d'une petite entreprise de biotechnologie ²¹. Sachant la surprise qu'il suscite chez certains, Clinton se déclarait ravi de l'assemblée, car, disait-il, « je peux maintenant citer des experts à l'appui de mon souci et personne ne viendra plus me dire que je lis trop de romans la nuit ²² ». Ses hôtes venaient tout juste d'élaborer un plan ambitieux afin de doter le pays des moyens scientifiques de parer à la menace biologique. Nombre d'entre eux figurent parmi les informateurs ou les inspirateurs de Preston. « Qu'en pensez-vous, demandait le Président ? » Le pays a trop négligé son système de santé publique, lui répondent les experts. Nous serions incapables de faire face à une attaque biologique, comme nous sommes impuissants face aux risques émergents. La virologie est à l'abandon ²³. Une attaque à l'anthrax dans le métro de New York, expliquait Lederberg, occasionnerait peut-être 6 000 morts et 100 000 cas d'infection : les autorités locales seraient hors d'état de faire face ²⁴. Entouré de William Cohen, secrétaire à la Défense, Janet Reno, ministre de la Justice, Donna Shalala, secrétaire à la Santé, Richard Tenet, directeur de la CIA et Sandy Berger, son

conseiller pour la sécurité nationale, Clinton écoutait les experts égrener les mauvaises nouvelles. « Depuis 1989, continuait Lederberg, la guerre du Golfe, l'escalade du terrorisme, et une recrudescence de nombreuses maladies infectieuses ont ajouté de nouveaux sujets d'inquiétude à la question des menaces de contamination délibérée. » Les avancées ambiguës des biotechnologies encouragent l'usage d'armes biologiques par des terroristes qui ne recherchent plus seulement à capter l'attention des médias par un acte sanglant mais bien à faire le maximum de victimes. Il était grand temps d'envisager de concert sécurité nationale et santé publique ²⁵.

Aucun des prédécesseurs de Clinton ne s'était passionné pour le risque biologique. Les États-Unis n'avaient jamais invoqué l'article VI de la Convention de 1972 sur les armes biologiques comme ils en auraient eu la possibilité contre l'Union soviétique et ses alliés dans l'affaire des « pluies jaunes », en 1982-3 ²⁶. La médecine a rarement eu les honneurs du bureau Ovale. Avec Clinton, l'indifférence fait place à une gravité et à un engagement personnel nouveaux. Irak et biotechnologies sont à l'origine de « nouvelles menaces », voilà sa conviction. Sans doute le Président a-t-il été devancé par le maire de New York, Rudolf Giuliani, qui, en 1995, deux ans après le premier attentat contre le World Trade Center, créait un Office of Emergency Management, dirigé par Jerome M. Hauer. Dès 1994, le profil du poste de la nouvelle chef du service des maladies infectieuses de la Ville, Margaret Hamburg, comportait un chapitre sur l'organisation de la biodéfense ²⁷. Et parallèlement la mairie organisait, avec la FEMA (Federal Emergency Management Agency, créée par Jimmy Carter en 1979), un exercice simulant une attaque à l'anthrax dans des bâtiments fermés et en extérieur ²⁸. Reste qu'un coordinateur à l'échelon national pour la sécurité, la protection des infrastructures et la lutte antiterroriste, avec rang de ministre lorsque le Cabinet discute les questions du terrorisme, serait nommé en mai 1998 par la Maison Blanche en la personne de Richard Clarke, membre du conseil de sécurité nationale et inspirateur de la réunion des experts dans le bureau Ovale, et qu'un médecin, le Dr Kenneth Bernard, ancien *surgeon general* (directeur général de la santé) adjoint, était pour la première fois nommé membre de ce conseil.

Après des années d'oubli ou d'indifférence, la Maison Blanche se saisissait de la question de la terreur biologique et de la santé publique. A la suite de l'attentat de Tokyo, le département antiterroriste du conseil national de sécurité s'était réuni avec des représentants du ministère de la Santé. Collaboration inédite ! Le cas des armes chimiques et biologiques était expressément évoqué—une première, également—dans la Directive présidentielle n° 39 du 21 juin 1995 sur la lutte antiterroriste qui organisait avec force détails la hiérarchie des responsabilités dans le domaine de la gestion des conséquences d'une attaque NRBC et plaçait la santé publique pour la première fois au cœur du système de la sécurité nationale. Même le Congrès, jusque-là hostile à toute mesure de surveillance antiterroriste, se lançait, timidement, dans la bagarre. L'année suivante, en effet, dans la foulée d'un plan d'assistance à la destruction de l'arsenal NRBC laissé par les Soviétiques, les sénateurs Sam Nunn (démocrate), Richard Lugar et Pete Domenici (tous deux républicains) faisaient réserver \$50 millions par an pour permettre aux grandes villes de se doter de plans de réponse aux menaces NRBC, une initiative qui n'était pas sans susciter quelques quolibets. Le ministère de l'Énergie mettra en place une équipe spécialisée dans les urgences NRBC lors des Jeux olympiques d'Atlanta (1996). Plus largement, un National Disaster Medical System composé d'éléments de la FEMA et des ministères de la Santé, de la Défense et des Anciens Combattants est créé au niveau fédéral ; le plan de réponse ne fait aucune différence entre contamination naturelle et intentionnelle et place le US Public Health Service et les CDC en position de commandement en cas d'urgence biologique ou chimique ²⁹. En 1997, le General Accounting Office, le service des études du Congrès, publiera son rapport sur le terrorisme. Deux ans plus tard, ce sera au tour de l'Institute of Medicine de sortir son pavé sur la terreur chimique et biologique. A la demande de la commission des Anciens combattants du Sénat, le GAO se penchera une fois encore sur « la science derrière la menace ³⁰ ».

Lors de la réunion du 10 avril dans le bureau Ovale, Clinton se tournait vers les représentants de l'Office budgétaire de la Maison Blanche et annonçait une initiative touchant plus spécialement la lutte contre le bioterrorisme. Rien de comparable à ce que sera le financement de la sécurité sanitaire dans la période

suivante, mais de quoi augmenter le nombre de laboratoires P3 équipés pour manipuler des germes dangereux. Un économiste des CDC, Martin Meltzer, venait de calculer le « coût de l'impréparation », entendez des délais dans le diagnostic et la distribution des antibiotiques en cas d'attaque à l'anthrax : entre 5 000 décès si les mesures étaient prises dès le premier jour et 35 000 si elles n'étaient prises que le sixième ³¹. Autre forme de fiction que la modélisation économique ! On dit l'étude déterminante dans la décision de Clinton de constituer des stocks de produits médicaux pour la population civile et d'ordonner aux CDC, dès 1999, de se ranger en ordre de bataille afin d'être prêt à toute attaque biologique. La percée a été opérée, conclut Clarke. Désormais, le ministère de la Défense, le FBI, l'Agence d'évaluation des choix technologiques du Congrès multiplieront les scénarios de la terreur biologique à loisir ³². La voix des quelques sceptiques comme le politologue israélien Ehud Sprinzak sera couverte par le tintamarre des révélations de Ken Alibek, l'ancien directeur-adjoint de Biopreparat passé à l'Ouest ³³. « Le bioterrorisme se retrouve tout à coup sur la sellette ³⁴. » Pour le Président, c'est une véritable obsession, une menace plus grave même que la menace nucléaire ³⁵. Devant l'Académie des sciences, le 22 janvier 1999, il se déclare en plein accord avec « Josh » (Lederberg) et ses collègues qui l'ont, c'est visible, entièrement convaincu ³⁶. Désormais il sera fait allusion à la menace biologique dans presque tous les discours prononcés par l'hôte de la Maison Blanche ³⁷.

Ainsi qu'il s'en ouvre aux journalistes du *New York Times* un an plus tard, Clinton a trouvé dans le roman de Preston un milieu idéal pour cultiver à son aise la logique du pire. La fiction occupe une place grandissante dans l'appareil de la sécurité sanitaire. En 1998, suite aux attentats de Tokyo et d'Oklahoma City, un vote du Congrès a rendu obligatoires des exercices de préparation à la gestion d'une crise biologique par les autorités de tout niveau ³⁸. Ouvrant le 16 février 1999 la première conférence nationale sur la préparation médicale et sanitaire à une attaque bioterroriste, et revendiquant pour son ministère le leadership dans cette lutte, Donna Shalala, ministre de la Santé, se place d'emblée sous l'égide de Richard Preston : *The Cobra Event* est devenu le logo sous lequel le gouvernement entend vendre sa politique de *preparedness* ³⁹.

Depuis 1995, ces exercices ont été développés à partir de scénarios analogues à l'argument de *Cobra Event*. Hollywood, la télévision, la littérature de grande diffusion ne se privent pas de dramatiser à outrance le risque des armes de destruction massive ⁴⁰. N'a-t-on pas reproché justement aux scénarios de la bioterreur d'être « trop écrits » et comme « chorégraphiés à l'avance ⁴¹ » ? Coïncidence étrange, c'est là justement ce que d'aucuns ne manqueront pas de reprocher aux plans anti-pandémie en 2009. Après le succès de son précédent livre consacré au virus Ébola, Preston avait le projet d'un roman qui se passerait à New York au moment d'un attentat à l'anthrax. En 1996, il rencontrait Richard Danzig, ancien sous-secrétaire à la Marine de Bill Clinton. Depuis quelques années, Danzig expliquait à qui voulait l'entendre que des attaques biologiques contre les forces américaines n'étaient pas une hypothèse fantaisiste. Grâce à lui, Preston trouverait bientôt de précieux informateurs au Pentagone et au FBI également convaincus de la possibilité et même de la probabilité d'une attaque bioterroriste ⁴². C'est eux qui lui conseilleront d'abandonner le trop réaliste attentat à l'anthrax au profit d'un virus génétiquement modifié inventé de toute pièce. Le roman se calque sur les scénarios de la terreur biologique élaborés par le Pentagone, un genre de fiction lui aussi en pleine expansion depuis les Jeux olympiques d'Atlanta. Mettant en scène la dissémination d'un virus de la variole militarisé en Irak d'après des technologies mises au point par le programme soviétique (puis russe) Biopreparat, *Dark Winter*, un scénario exécuté sur la base militaire d'Andrews, près de Washington, en juin 2001, illustre cette convergence croissante de la fiction romanesque et de la fiction stratégique ⁴³.

Selon certains, la tonalité alarmiste de la politique anti-terroriste américaine est un pur produit de cette vision du futur puisée à une fiction qui prétend se faire passer pour un document ⁴⁴. Les mécanismes institutionnels ne manquent pas d'ailleurs de relayer la fiction. En septembre 1997, la conférence annuelle de l'Infectious Diseases Society of America invitait Richard Preston à sa tribune, aux côtés de deux spécialistes réputés du bioterrorisme : Donald Henderson et Michael Osterholm ⁴⁵. Et une proche collaboratrice de Henderson, Tara O'Toole, publierait un compte rendu de *L'affaire Cobra* dans les *Public Health Reports*, la revue des services de santé du gouvernement des États-Unis

(US Public Health Service). Jusqu'à son audition devant une commission sénatoriale en 1998 qui viendra couronner la carrière de Preston en tant qu'« expert ». Tous effets de réel qui lui permettent, selon ses critiques, de se livrer à une manœuvre « insidieuse » de « désinformation », tant au plan scientifique (la maladie de Lesch-Nyhan, due à un gène *manquant* sur le chromosome X, ne saurait donc être insérée dans un segment de DNA) qu'au plan stratégique (jamais les inspecteurs de l'UNSCOM n'ont trouvé le moindre indice laissant croire que le régime de Saddam Hussein était en possession d'agents infectieux génétiquement modifiés). De ce brouillage délibéré de la frontière entre fiction et réalité, que pourrait-il sortir de bon ⁴⁶ ?

La critique nous paraît quelque peu ingénue. Le brouillage de la frontière entre fiction et réalité n'a rien d'une (sombre) manœuvre : c'est l'essence même de la stratégie fictionnelle. L'univers du roman, comme l'a montré Jean-Marie Shaeffer, n'est autre que l'incursion de l'irréalité dans la réalité. La tactique consiste alors à fictionnaliser le moins possible les éléments historiques de la narration afin qu'ils attirent les éléments fictifs dans leur orbite. L'idée, en somme, est de contaminer le monde historique par le monde fictionnel ⁴⁷. Preston ne s'en fait pas faute. A la base de la fiction se trouve un événement réel, en effet : « l'affaire Cobra 1984 ».

Le 2 avril 1979, une infime quantité (moins de 100 grammes) de bacille charbonneux (en anglais : anthrax) échappé accidentellement dans l'atmosphère à partir du système de ventilation d'une usine du Ministère de la Défense soviétique du nom de Camp n°19 dans la région de Sverdlovsk (aujourd'hui : Iekaterinbourg), causait la mort de 70 personnes et près d'une douzaine d'atteintes graves dans une population d'environ 5 000 personnes ⁴⁸. Accident ou bien preuve que les Soviétiques avaient renié leur signature au bas du traité de 1972 bannissant les armes biologiques (traité dont ils étaient de surcroît les dépositaires) ? Les Soviétiques, puis les Russes, soutiendront toujours que l'accident avait été causé par de la viande avariée ayant provoqué une forme très rare d'anthrax gastro-intestinal, en dépit de faits demeurés inexplicables tels que le délai d'incubation de 43 jours après la date supposée de la dissémination (la période d'incubation est normalement de 1 à 6 jours) ⁴⁹. Appelés en renfort par

l'administration américaine, Joshua Lederberg et Mathiew Meselson, un biochimiste de Harvard et l'un des pères de la Convention de 1972 sur les armes biologiques, pencheront pour l'hypothèse de l'accident. Avant de se rétracter en 1994 dans *Science*, Meselson soutenait que les Soviétiques n'avaient en aucun cas violé le traité comme certains les en accusaient. Son opinion devait prévaloir parmi les biologistes américains jusqu'au moment où furent révélés les résultats de l'inspection d'installations de Biopreparat par une délégation américano-britannique en janvier 1991. L'administration Reagan, pour elle, ne l'entendait pas de cette oreille. En avril 1984, un rapport du Pentagone, *Soviet Military Power*, suggérait que l'Union soviétique se livrait à des manipulations génétiques dans le but de produire de nouvelles armes. Le *Wall Street Journal* lui emboîtait le pas quelques jours plus tard. Selon une enquête auprès d'émigrés soviétiques, Moscou fabriquait de nouvelles armes monstrueuses, à base de gènes de cobra insérés dans le génome de bactéries innocentes ⁵⁰. Preston consacre dans *The Cobra Event* un long chapitre à l'incident de Sverdlovsk, dans lequel il rappelle les débats entre les experts aux Etats-Unis. L'épidémie de Sverdlovsk n'est-elle pas souvent citée comme « le modèle d'une attaque bioterroriste contre une population urbaine ⁵¹ » ? La terreur d'une recombinaison entre le venin de cobra et quelque virus refait également surface dans le roman (où il s'agit de la variole). *L'affaire Cobra 1997* se coule dans le vêtement pas encore défraîchi de « l'affaire Cobra 1984 ».

Peut-être l'élément déclenchant a-t-il été ici les déclarations de Boris Eltsine reconnaissant publiquement, en mai 1992, la responsabilité des militaires soviétiques dans l'incident de Sverdlovsk et la nécessité d'indemniser les victimes de l'épidémie. En 1999, le ministre-adjoint de la Santé de Moscou s'en tenait encore au mensonge de 1979 ⁵². Fiction et réalité sont ainsi étroitement imbriquées dans le roman de Preston non moins que dans la réalité historique. Et c'est alors que la fiction se met à fonctionner comme un récit factuel. Où donc, dès lors, tracer la frontière entre simulation et simulacre ? La simulation n'atteint au simulacre que dans des cas très rares, qui relèvent presque de l'escroquerie. Si le récit fictif est bien en partie un stratagème, s'il joue d'un effet de leurre afin de faire croire à ce qu'il rapporte et qui est inventé, c'est aussi un jeu de rôles dont le

but est d'entraîner le joueur à maîtriser d'autres mondes possibles. La fiction a un but sérieux (l'immersion mimétique) auquel est étrangère toute idée de leurre.

Finalement, fiction et réalité occupent le même espace : l'espace réel. Lorsqu'en février 1999, Thomas Inglesby exposera devant la première conférence sur les aspects médicaux et sanitaire de la lutte contre le bioterrorisme son scénario mettant en scène un attentat à l'anthrax, tout le monde comprendra qu'il s'agit d'une fiction, mais que cette fiction pourrait devenir réalité ⁵³. Et par le fait, tout un arsenal législatif relatif à la biodéfense ne serait-il pas voté par le Congrès US dans la foulée de *Dark Winter* ⁵⁴ ? Dick Cheney ne mettrait-il pas la question de la vaccination antivariolique à l'ordre du jour du conseil national de sécurité, lui aussi, après avoir pris connaissance de *Dark Winter* ⁵⁵ ?

D'ailleurs, à qui s'adressent ces scénarios ? D'abord aux responsables politiques. Or ceux-ci perçoivent le monde qui les entoure sous l'influence des concepts mis en œuvre par les experts. Si les dirigeants américains ont vécu la crise des fusées en 1962 dans la crainte de l'apocalypse, n'est-ce pas, comme le notait Raymond Aron, « parce que les dirigeants des États-Unis pensaient le monde interétatique à travers un système conceptuel qui justifiait la crainte » ? Kennedy et ses conseillers demeuraient « prisonniers de leurs modèles », prisonniers des scénarios élaborés par les analystes. Dès lors, « les analystes devenaient acteurs parce que les acteurs pensaient en analystes et que les uns et les autres influèrent sur les conséquences de la crise par l'interprétation qu'ils en donnaient ⁵⁶ ». Il n'en va pas différemment des scénarios de la menace biologique. Tout fictifs qu'ils soient, ceux-ci ne sont pas moins des éléments cruciaux de l'intrigue. Modèles heuristiques, ils visent à briser, par le moyen de la fiction, une interprétation inadéquate de la situation afin de frayer la voie à une idée plus congruente ⁵⁷. En reflétant le monde qu'ils contribuent pour une part à former, ils influent sur ce qui se passe.

Vulnérabilité et preparedness

De bas en haut de l'échelle des pouvoirs publics, semblables scénarios sont désormais un élément crucial de la *preparedness*. Les gouvernements eux-mêmes se sont piqués au jeu. En septembre 2003, *Global Mercury*, un exercice d'alerte et

de gestion d'une crise sanitaire réunissait ainsi le Mexique, les États-Unis, la France, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, la Commission européenne et l'Organisation mondiale de la santé sous l'égide et la direction du ministère de la Santé canadien.

Au début, l'administration Bush s'est contentée de prolonger la doctrine Clinton. Bush, a-t-on dit, « a renforcé les politiques mises en œuvre par son prédécesseur pour la sécurité nationale et la biodéfense ⁵⁸ ». Rien de plus exact. La *National Security Strategy of the United States* de 2002 ne faisait que reprendre presque mot pour mot les idées de Gore et de Clinton. En l'espace de quelques mois, cependant, la santé allait devenir une des premières priorités en matière de sécurité nationale ⁵⁹. Les lettres à l'anthrax de l'automne 2001 serviraient de théâtre à des remous tout bouillonnant de typhons prévisibles.

Entre le 4 octobre et le 11 novembre, vingt-deux personnes ont été contaminées par le bacille du charbon (anthrax). La moitié d'entre elles a contracté la forme cutanée de la maladie et a survécu. Parmi les onze autres, atteints par la forme pulmonaire, cinq sont mortes. Deux paquets d'enveloppes contaminées avaient été postées de Princeton (New Jersey), le premier aux alentours du 18 septembre, à destination de bureaux de presse à Boca Raton (Floride) et à New York ; le second, le 8 octobre, était adressé aux sénateurs démocrates Patrick Leahy et Tom Daschle. Bien évidemment, l'envoi des spores d'anthrax par la poste mettait en danger facteurs et préposés du tri. Sur les vingt-deux personnes contaminées, neuf étaient des postiers. Parmi ces neuf, deux sont décédées. Deux ans ont été nécessaires pour décontaminer le tri postal de Brentwood qui dessert Capitol Hill. « Les lettres à l'anthrax, écrit l'historien Leonard Cole, ont fait passer la crainte du bioterrorisme de la théorie à la réalité ». « Le pays a pris soudain conscience de sa vulnérabilité face aux attentats biologiques ⁶⁰. »

Une panique intense a alors submergé les milieux politiques. La Maison Blanche, en particulier, a vu sa fin prochaine. Selon un proche collaborateur du Président, rapporte Jacob Weisberg, journaliste à *Newsweek*, « les lettres à l'anthrax sont l'événement fondateur de l'administration Bush ». Weisberg lui-

même n'hésite pas à écrire que « sans les lettres à l'anthrax, Bush n'aurait pas envahi l'Irak. ⁶¹ » Affirmation abrupte qui demanderait tout de même à être vérifiée ! Reste qu'à Washington le sentiment de vulnérabilité a atteint, à ce moment, des niveaux records. Au lendemain du 11-Septembre le service secret (protection rapprochée du Président) avait commencé à surveiller minutieusement l'air à l'intérieur et à l'extérieur de la Maison Blanche. Cheney ne se déplaçait plus sans sa combinaison de protection contre les germes. Il passait d'ailleurs le plus clair de son temps au fond de son bunker de Raven Rock Mountain en Pennsylvanie, protégé par des centaines de mètres cube de granit. Comme Bush, il craignait « la seconde vague ». La « seconde vague » ? Mais les lettres à l'anthrax ⁶² ! Quand, le 23 octobre, Bush et à Cheney seraient informés qu'un homme hospitalisé en Floride était peut-être contaminé par la variole, leur pire cauchemar se trouverait d'un coup confirmé. Quel soulagement d'apprendre un peu plus tard que le pauvre homme ne souffrait en réalité que de la syphilis.

A la Maison Blanche, le sentiment de vulnérabilité était à fleur de peau. Chacun prévoyait, chacun sentait, savait que tel virus importé exsudait quelque méchante conspiration. Les biologistes de l'ex-Union soviétique représentaient une effroyable menace. Si l'on en croit *Nature*, « c'est toute la biologie qui d'un seul coup devenait potentiellement suspecte ⁶³ ». Entre menace et vulnérabilité il y a pourtant un gouffre. « Vulnérabilité, écrit Richard Falkenrath, renvoie à la possibilité d'un dommage ; une menace désigne la présence connue ou suspectée d'un agent pourvu de la capacité, de la motivation, de la volonté d'infliger un dommage. [...] la plupart du temps, vulnérabilité n'est pas synonyme de menace. » Ainsi, par exemple, une frappe nucléaire britannique serait de nature à détruire les États-Unis—mais y a-t-il quelqu'un pour croire que le Royaume-Uni a l'intention d'attaquer les USA ⁶⁴ ?

Même en supposant que les lettres à l'anthrax aient effectivement constitué un tournant dans l'état d'esprit des responsables américains, on se tromperait néanmoins à vouloir mesurer la nouvelle politique de *preparedness* à l'aune de l'agitation des milieux politiques. La *preparedness* a d'abord désigné des exercices organisés par les pouvoirs publics afin de tester fonctionnaires et procédures retenues par les diverses agences du gouvernement. Puis, à la fin des

années 1990, est intervenu un glissement vers une surveillance épidémiologique renforcée et des systèmes d'alerte plus réactifs. Planification (plans de réponse), détection (surveillance), identification (laboratoires), neutralisation (quarantaine, vaccins, antibiotiques), et réhabilitation, tels sont les cinq chapitres qui définissent la *preparedness*. La santé publique s'en est trouvée posée sur un pied bien plus large qu'auparavant. Des politiques couramment regardées comme spéciales : politique sociale, soins, environnement, défense, santé publique proprement dite, seront à présent considérées comme étroitement liées. Les menaces bioterroristes sont parties du risque émergent. Dans le même temps, les plans de réponse s'efforceront d'intégrer diverses composantes de la société civile et s'attacheront à une approche multisectorielle de la crise, la gestion de ses conséquences mettant en jeu un nombre important de secteurs du gouvernement, de l'administration et de l'expertise.

Rien de bien original dans tout cela, répétons-le. Bush—et Cheney—ont largement puisé à *TopOff 2000* et à *Dark Winter* ⁶⁵. Pendant toute la crise de l'anthrax les CDC et les services sanitaires locaux ont pioché dans les stocks de médicaments (ciprofloxacine) constitués par l'administration Clinton. Au-delà de la « sécurité humaine », et compte tenu du risque bioterroriste, les maladies infectieuses constituaient déjà un chapitre de la sécurité nationale. Des membres de l'administration Clinton tels que William Cohen (secrétaire à la Défense), Fred Iklé (sous-secrétaire à la Défense), Louis Freeh (directeur du FBI), James Woolsey (ancien directeur de la CIA), des conseillers en matière stratégique comme Joseph Nye sonnaient le tocsin. « Ce ne sont pas là les classiques alarmistes, écrit Richard Falkenrath (qui devait lui-même participer à l'élaboration du Homeland Security Act de 2003 ⁶⁶), des cerveaux plus ou moins dérangés pour qui le ciel est toujours au bord de nous tomber sur la tête. Non, ce sont des hauts fonctionnaires et des experts respectés de la sécurité nationale ⁶⁷. »

Il y a là un changement de paradigme ou, si l'on préfère, d'imagination historique. On entend dire souvent que le bioterrorisme est d'abord un problème de sécurité et ensuite seulement une question de santé publique ⁶⁸. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. « A l'âge du bioterrorisme, écrit le *Washington Post*, les

faiblesses longtemps tolérées du système de santé américain mettent en péril la sécurité nationale ⁶⁹ ». Aussi avons-nous vu la préparation contre les risques de contamination massive dirigée à la fois contre le risque épidémique et le bioterrorisme. C'est en jouant délibérément la carte du bioterrorisme que des entrepreneurs « politiques » comme Michael Osterholm et Don Henderson, héritiers d'Alexander Langmuir, créateur de l'Epidemic Intelligence Service et père spirituel de Henderson, qui, à l'époque de la guerre de Corée, avait su capitaliser la crainte de la guerre biologique afin de capter la volonté politique de Washington et créer, en 1951, au sein du CDC, l'un des appareils de surveillance épidémiologique les plus complets au monde ⁷⁰, que Osterholm et Henderson ont ainsi ouvert un boulevard à la logique du pire ⁷¹—dans l'intention de renforcer la santé publique et la préparation à une attaque biologique, naturelle ou délibérée.

Logique du pire : les plans contre une pandémie grippale

Dans son livre : *Worst-case Scenarios*, Cass Sunstein s'attarde sur ce « souci excessif des scénarios du pire » auxquels, dit-il, se fiait trop facilement l'administration Bush (mais aussi Al Gore s'agissant du changement climatique) ⁷². Un des exemples les plus caricaturaux de cette idéologie cafardeuse est la « doctrine du 1% » de Dick Cheney. L'homme n'avait d'appétit que pour descendre aux enfers. Ne pourrait-on lui attribuer aucune probabilité précise, le pire des scénarios, croyait-il, n'en était pas moins une certitude. On sait les hauts cris poussés par les Américains devant la législation européenne de l'environnement. Il est dès lors assez plaisant que l'idée d'un super-principe de précaution ait été émise par un vice-président des États-Unis ⁷³. Autre ironie de l'histoire, cette idée qui a pour précurseurs Herman Kahn et Rachel Carson ⁷⁴ n'est nullement le fruit de quelque initiative intempestive de l'exécutif mais bien celui d'avis rendus dans les années 1980 par des cours fédérales jugeant qu'en cas de catastrophe écologique (marée noire) l'administration devait prendre en compte les scénarios les plus défavorables, un avis auquel Ronald Reagan s'opposerait résolument ⁷⁵.

Spécifiquement consacré à la lutte contre la grippe, c'est au début du mois de novembre 2005 qu'était rendu public le plan du ministère de la Santé

américain contre la pandémie grippale ⁷⁶. Ce nouveau plan différait sensiblement d'une première version parue en août 2004. Prenant en compte des menaces diverses—catastrophes naturelles, attentats bioterroristes, maladies infectieuses respiratoires—cette dernière s'étendait longuement sur leurs synergies. La grippe, le SRAS et la variole partageant des voies de contamination analogues, il était même envisagé de bâtir un plan de défense générique avec les spécificités de chacune de ces affections développées en annexe. La surveillance épidémiologique du SRAS et de la grippe ferait appel à des méthodes communes, le dépistage de la variole et de la grippe (mais pas du SRAS) aux mêmes techniques ; quarantaines et cordons sanitaires pourraient être efficaces contre la variole et le SRAS, la vaccination contre la variole et la grippe. La lutte contre les trois pathologies respiratoires relevait des mêmes services, fédéraux et locaux, des mêmes équipements de soins et des mêmes stratégies de communication ⁷⁷... Cette polyvalence des méthodes et des structures s'accordait avec une opinion alors fort répandue. Représentant du directeur général de l'O.M.S. à la conférence sur la sécurité et les risques biologiques réunie à Lyon en mars 2005, David Heymann déclarait que, comme le SRAS le lui avait enseigné, c'est en apprenant à faire face aux épidémies naturelles que l'on pouvait le mieux se préparer à la lutte contre une épidémie d'origine criminelle ⁷⁸.

Le plan de novembre 2005 balaie toute cette architecture de balivernes. Escamotée l'idée d'un « plan générique » contre les risques respiratoires (SRAS, variole, grippe) et contre les épidémies d'origine naturelle ou intentionnelle ; disparu le tableau comparatif des stratégies mises en œuvre contre le SRAS et la grippe pandémique. De cette vision de la réponse à une menace épidémique dans sa diversité organique ne subsiste, en préface, que cette déclaration de Michael Leavitt, ministre de la Santé US : en se préparant à répondre à la pandémie d'influenza « nous serons mieux préparés [à répondre] à d'autres types d'urgences ⁷⁹ ». Le SRAS et la variole ne figurent plus qu'en tant qu'expériences historiques justifiant la remise en vigueur des quarantaines ⁸⁰.

Ce choix d'un plan spécifique répond sans doute à une autre option, plus fondamentale, elle aussi nouvelle par rapport au premier jet d'août 2004. Conformément aux modèles dégagés par les CDC, la version de 2004 optait en

faveur de l'hypothèse d'une épidémie « modérée » dont les taux de morbidité et de mortalité seraient assez comparables à ceux des pandémies de 1957 et 1968 (cette dernière n'ayant pas provoqué plus de décès que les épidémies saisonnières qui, aux Etats-Unis, sont responsables bon an mal an d'environ 36 000 décès). Le plan définitif choisit, lui, l'hypothèse inverse, celle d'une pandémie « sévère, comme en 1918 ⁸¹ ». Des deux scénarios prévus par la première version (taux d'attaque oscillant entre 15 et 35%), ne subsiste que l'option la plus défavorable, un taux d'attaque de 30%, avec un taux de fréquentation des consultations ambulatoires égal à 50% des personnes infectées (90 millions d'Américains), soit de jolis embouteillages aux urgences en perspective. Entre les deux versions, les prévisions de décès et d'hospitalisations ont été multipliées par dix.

Pourquoi ce saut de la banalité dans l'apocalypse ? On répond volontiers : grippe aviaire ! Péril mortel (60% des cas se terminent par un décès), H5N1 s'offre comme le motif le plus clair de ce changement de perspective. Pourtant il faut aller plus loin. Semblable évolution n'est pas sans rapport avec celle des scénarios eux-mêmes.

Il nous faut ici nous éloigner un instant de la médecine et de l'épidémiologie. Avec l'effondrement de l'URSS en 1991, les menaces militaires qui pesaient sur l'Occident se sont évanouies. « Je n'ai plus que Castro et Kim Il Sung à me mettre sous la dent », se désolait Colin Powell. Semblable dégringolade dans la prose était-elle supportable ? Un grand blanc conceptuel, une certaine inertie, un discours sans suite, de l'improvisation, voilà la réponse des responsables américains à l'effondrement du communisme ⁸². Le secrétaire à la Défense, William Cohen, laissait planer la possibilité de nouvelles menaces malaisées à circonscrire et plus encore à traquer. De toute nécessité, la vision des experts militaires devait se renouveler. Du « danger explicite et avéré » (la menace soviétique) à l'insaisissable « incertitude » : la planification militaire US empruntait toutefois des chemins on ne peut plus bizarres. Dans la planification militaire, l'analyse concrète des intérêts, intentions et capacités des adversaires cédait la place à de nouvelles méthodes d'évaluation étayées par des scénarios. Ces méthodes entendaient libérer la pensée stratégique de la « tyrannie du plausible ». Tout risque, fût-il le plus improbable, le plus éloigné, était à présent

estimé digne d'attention. L'évaluation concrète des probabilités et des tendances était abandonnée au profit des « scénarios du pire ». Imprévisibilité, instabilité, incertitude, ces idées se tenaient maintenant au cœur de la pensée nouvelle nourrie par de constants échanges entre réalité et fiction. « Ce qui frappe le plus, écrivait un analyste de la Rand Corporation en 1994, c'est que nous ne savons même pas qui ou quoi constituera [dans l'avenir] la menace la plus grave. » Pour les « faucons de l'incertitude », l'environnement stratégique apparaissait maintenant turbulent et en tout cas rebelle à toute prévision ⁸³. Mais attention. Il ne s'agissait pas là seulement *d'incertitude* (la menace est connue mais on ne peut lui assigner aucune probabilité), ni même de *risque* (la menace est connue, on peut calculer son coefficient de probabilité). On ne parlait pas *d'ignorance* (on ne connaît ni la nature ni la probabilité de la menace) : nous sommes ici devant un cas de négligence *délibérée* des probabilités.

Rien n'a encouragé cette fuite hors du plausible comme l'idée d'action préemptive—appelée aussi « agression prophylactique »—forgée par Dick Cheney en 2001. Jacob Weisberg l'a noté, cette doctrine était alors au centre de la politique étrangère de la Maison Blanche. Conception hobbesienne de la géopolitique, angoisse devant la vulnérabilité de l'Amérique face à la menace biologique, la préemption c'est Bush, Cheney et les néo-conservateurs mis en facteur commun ⁸⁴.

Regarder les scénarios du pire comme simplement nés de la peur serait donc se méprendre gravement. La mécanique intellectuelle du pire se nourrit du rejet du « plausible », comme elle puise à l'association des risques infectieux et des menaces géopolitiques élaborée par la théorie des maladies émergentes.

Car si, en 1967, William H. Stewart, *surgeon general* des Etats-Unis, s'était écrié : « le chapitre des maladies infectieuses est clos », certains signes ne tarderaient pas à doucher ce naïf optimisme : première apparition de la fièvre Ebola, au Zaïre (aujourd'hui : République démocratique du Congo), en 1976 ; maladie du Légionnaire, cette même année, à la Convention de l'American Legion, à Philadelphie ; puis les premiers cas de sida, en 1981-2, et la soudaine explosion, à New York d'abord, de la tuberculose multi-résistante (1985-91) ; sans

oublier l'immense inquiétude ressenties en Europe après la chute de l'URSS sur les risques de contamination du continent par des formes elles aussi multi-résistantes du bacille de Koch à partir de la Russie... La doctrine de Pasteur et de Koch, la « guerre au microbe », ce socle scientifique de toutes les politiques de santé publique depuis les années 1880, allait essuyer le contrecoup de ces nouveaux virus émergents. En mai 1989 était organisée à Washington la première consacrée aux virus émergents, par l'Institute of Medicine (IoM) de l'Académie des sciences des Etats-Unis. L'un de ses organisateurs, le virologue Stephen S. Morse, l'auteur de la formule « virus émergents », déclarerait que « la circulation microbienne, souvent encouragée par l'homme, était le principal facteur de l'émergence des virus. L'homme est souvent complice de cette émergence » à travers ses pratiques : déforestation, migrations, surpeuplement urbain, camps de réfugiés, guerres, et même changements climatiques ⁸⁵. Dès 1991, ce même IoM créait un comité spécialement chargé de l'étude des maladies émergentes qui, l'année suivante, lancerait auprès des médecins une campagne d'information sur le sujet des risques infectieux émergents. « Nous ne sommes absolument pas prêts à affronter la prochaine pandémie de grippe hautement virulente qui ne peut manquer d'intervenir », se plaignait Joshua Lederberg ⁸⁶. En 2003, ce « Forum sur les infections émergentes » (où se retrouvaient des personnalités du monde politique et économique en plus des scientifiques) serait rebaptisé « Forum sur les menaces microbiennes ». Le lien entre émergence et menace se trouvait ainsi institutionnalisé.

Tout concoure aujourd'hui à exalter cette logique du pire sur laquelle s'appuie l'intelligence de la menace biologique. Apparemment sans cause ni raison, l'hyper-terrorisme né le 11-Septembre n'enseigne-t-il pas aux stratèges l'insuffisance de toute forme d'étiologie ? Surgit l'image d'un monde en proie au chaos. Peur, misère, surcroît de barbarie du monde contemporain accentuent ce sentiment d'absence de toute raison d'être des événements qui s'y passent. Le mal est sans cause, donc sans justification : nécessité sans cause, logique du pire, où se manifeste ce que Clément Rosset a appelé la crainte d'un « hasard événementiel », hasard nullement irrationnel mais temporellement et localement imprévisible, imprévisible et imminent comme la visitation du Dieu de

l'Apocalypse. Epidémie (virus-hôte-environnement), accident (système-opérateur-milieu extérieur), intention criminelle (projet-biographie-occasion), les trois formes de la menace se placent facilement sous cet ordre de la rencontre hasardeuse. Toutes trois combinent les différentes composantes de la peur : le hasard (probabilité de l'événement inconnue), la dénaturation (mutation brusque d'un virus, dévoilement soudain d'une volonté criminelle chez un individu apparemment inoffensif) et le non-être (se préparer à lutter contre « une maladie qui n'existe pas ») ⁸⁷. C'est cette logique du pire, ce hasard-rencontre, rationnel mais imprévisible, que thématisent les scénarios.

Pour reprendre une formule de Raymond Aron, on est passé d'une casuistique technique (probabilités objectives) à une casuistique politique (probabilités subjectives ou psychologiques) ⁸⁸. Au reste, si la cause est nécessaire, elle n'est pas suffisante. L'événement occasionnel nous contraint à renoncer à tout attentisme ; il nous contraint à la vigilance, à une tension aiguë, à une attention lucide (veiller et surveiller). Mais en même temps il n'y a pas de règle pour saisir la minute, la seconde de l'occasion, pas plus qu'il n'y a de règle pour s'y préparer. La survenue de l'événement ne fait aucun doute, aussi sûre, nous l'avons dit, que la visitation du Dieu de l'Apocalypse. « *Not if, but when* ⁸⁹ » : oui, l'événement viendra : mais quand ? et où ? De toute urgence, il importe de connaître l'occasion—la date, le lieu—de l'événement, « double localisation [qui] est la condition de toute existence historique complète comme de tout repérage précis ⁹⁰ ». *Not if, but when* veut dire que pénétrer la cause est momentanément moins urgent qu'établir le *ubi* et le *quando* de l'événement. La science de l'occasion se concentre effectivement sur des scénarios (du pire) plus intéressés par l'épigénèse (science de la meilleure date et de la meilleure place) que par la genèse (science des motifs, causes et des intentions) ⁹¹. Reste que, sans connaître la volonté inspiratrice « qui détient la vraie paternité étiologique ⁹² », *ubi* et *quando* n'apportent que des précisions limitées, simplificatrices et partiellement déformantes. En un mot : hypothétiques et fictives. Cet ascendant de l'épigénèse n'est qu'une autre forme de l'empire généralisé de la fiction.

C'est très exactement dans cette logique du pire qu'allait s'engouffrer à partir de 1989 l'image de la menace épidémique, naturelle ou délibérée. Elle

explique les stratèges de la grippe ou les spécialistes du bioterrorisme, attirés par l'apocalypse comme ces personnes sujettes au vertige invinciblement attirées vers l'abîme. Pour les analystes, l'hypothèse de la « sévérité » offre une manière de justification rétrospective : prédire le pire et se tromper, voilà qui est moins fâcheux pour une réputation d'expert que de faire preuve d'un optimisme béat et se tromper ; au politique, elle permet en outre de justifier plus aisément une augmentation de la ponction budgétaire. Aux États-Unis, le 11-Septembre 2001 et la débâcle des autorités devant les ravages opérés par le cyclone Katrina (août 2005) ont eu, semble-t-il, un effet analogue aux scandales qui ont émaillé l'histoire récente de la santé publique en Europe (Tchernobyl, sang contaminé, « vache folle », dioxine). Le General Accounting Office, le Center for Nonproliferation Studies, la Rand ont bien tenté de détourner les politiques de cette logique du pire propice à de monumentales erreurs de jugement. En vain ⁹³.

En disgrâce durant la pandémie grippale de 2009, la logique du pire est de retour en grâce depuis l'accident intervenu à la centrale nucléaire de Fukushima le 11 mars 2011. Ancien ministre de l'Environnement, Tetsuo Saito critique sévèrement le gouvernement japonais pour avoir cédé à un optimisme à courte vue. « Il aurait dû imaginer le pire [...] et agir en conséquence, en jouant la sécurité maximale et non minimale, même si politiquement, le poids de telles décisions est lourd. ⁹⁴ » Après le flux (les pouvoirs publics mordus au gras par une opinion montée contre la logique du pire), le reflux (nos autorités sommées d'imaginer le pire). C'est que les états de l'opinion ont des vies rapides, en spirale courte, passionnelles, irrationnelles. Et puis quoi ! de nos jours, pour un gouvernement, il importe avant tout de ne pas être pris en flagrant délit de naïveté, d'indifférence ou d'impréparation. Croyons-en Cioran : la science de l'effroi ouvre à tout et sait tout. Aujourd'hui un bon gouvernement est un prophète parfait : entendez, un connaisseur du pire.

-
1. WHO : Impossible to Estimate Pandemic Deaths, Associated Press, 30 septembre 2005.
 2. J.-Y. Nau, La difficile prophétie de l'Apocalypse, *Le Monde*, 26 avril 2006.
 3. M.I. Meltzer, Cox NJ, Fukuda K., The Economic Impact of Pandemic Influenza in the United States : Priorities for Intervention. *Emerging Infectious Diseases* 5 (1999): 659-71. *HHS Pandemic Influenza Plan*: U.S. Department of Health and Human Services, 2005.
 4. A. Doyle, Bonmarin I, Lévy-Bruhl D *et al.*, Estimation de l'impact d'une pandémie grippale et analyse de stratégies Préparation à la lutte contre une pandémie grippale. Paris: Institut national de veille sanitaire, 2005. Selon un scénario optimiste, près de 30 millions de personnes pourraient être hospitalisés dans le monde, et 7 millions décéder au cours de la pandémie : K. Stöhr et M. Esveld, Will Vaccines Be Available for the Next Influenza Pandemic? *Science*, 306, no. 24 décembre, (2004): 2195-16.
 5. M. T. Osterholm, Preparing for the Next Pandemic, *Foreign Affairs*, no. juil.-août, (2005).
 6. On a Wing and a Prayer, *Nature*, 435, no. 7041, (2005): 385-6.
 7. Voir aussi J. M. Barry, *The Great Influenza. The Story of the Deadliest Pandemic in History* (Londres : Penguin Books, 2004), pp. 449-55.
 8. M. S. Smolinski, M. A. Hamburg et J. Lederberg, (dir.), *Microbial Threats to Health. Emergence, Detection, and Response*, edited by the Institute of Medicine of the National Academies (Washington, D. C.: The National Academies Press, 2003), p.17.
 9. J. Lederberg, "Infection emergent", *JAMA*, 275 (17 January 1996), p. 244.
 10. P. Lang, *Rapport d'information sur le bioterrorisme*, Assemblée nationale, commission de la défense nationale et des forces armées, n° 1097, 30 septembre 2003, p. 13 ; et L. Garrett, The Nightmare of Bioterrorism, *Foreign Affairs*, vol. 80, no. 1 (2001): 76-89, p. 79. La formule est de R. Danzig et P. B. Berkowsky, Why Should We Be Concerned About Biological Warfare ? *JAMA*, vol. 278 (1997) : 431-2.
 11. D. Naylor et al., *Learning from SARS. Renewal of Public Health in Canada, a Report of the National Advisory Committee on SARS and Public Health, October 2003* (Ottawa: Publications Health Canada, 2003), pp. 4, 18.
 12. P. Zylberman, Neither Certitude nor Peace. How Worst-case Scenarios Reframed Microbial Threats, 1989-2006, *MCIS Briefings*, The Munk Centre for International Studies Briefings Series (2010): 1-21.
 13. A. Lakoff, Techniques of Preparedness, in T. Monahan, *Surveillance and Security. Technological Politics and Power in Everyday Life* (New York: Routledge, 2006): 265-73, p. 265. Je remercie Martin A. French de m'avoir signalé cette référence.
 14. O.M.S., "Comment faire face à la menace d'une pandémie de grippe aviaire. Mesures stratégiques recommandées". Genève: O.M.S., Programme mondial de lutte contre la grippe, 2005.
 15. Le 20 mars 1995, la secte Aum Shinrikyo plaçait des sacs plastique contenant du sarin, un neurotoxique, dans cinq trains de métro de Tokyo convergeant vers le centre

ville. Les vapeurs intoxicantes devaient provoquer 12 décès et 17 blessés graves, 37 blessés sérieux (spasmes musculaires et problèmes gastro-intestinaux), 984 blessés légers, 5 510 hospitalisations dans 278 hôpitaux ou cliniques et 4 000 épisodes psychosomatiques, K. B. Olson, Aum Shinrikyo : Once and Future Threat, *Emerg. Infect. Dis.*, vol. 5, no. 4 (1999): 513-6, et J. B. Tucker, Bioterrorism: Threats and Responses, in J. Lederberg (dir.), *Biological Weapons: Limiting the Threat* (Cambridge, Mass.: The MIT Press, 1999): 283-320, p. 317.

¹⁶. D. Benjamin et S. Simon, *The Age of Sacred Terror* (New York: Random House, 2002), p. 229.

¹⁷. G. J. Annas, Bioterrorism, Public Health, and Civil Liberties, *N Engl J Med*, vol. 346, (25 avril 2002): 1337-42, p. 1337.

¹⁸. R. Preston, *The Cobra Event* (New York: Ballantine Books, 1998), p. 177. Nous avons légèrement modifié la traduction française, *L'affaire Cobra* (Paris: Plon, 1999), p. 83. Au même moment paraissait *Rainbow Six* de Tom Clancy (New York : Berkeley, 1998), un roman de la même eau.

¹⁹. Ch. Marwick, Scary Scenarios Spark Action at Bioterrorism Symposium, *JAMA*, vol. 281 (1999): 1071-73.

²⁰. Fondateur de l'Institute for Genomic Research et de Celera qui s'était lancée dans le séquençage du génome humain à des fins commerciales.

²¹. M. Enserink, Riding the Biodefense Wave, *Science*, vol. 301 (15 août 2003) : 912-3, p. 913.

²². J. Lederberg, W. J. Clinton, Keeping America Secure for the 21st Century, *Proc. Natl. Acad. Sci. USA*, vol. 96 (1999): 3486-8, p. 3486.

²³. Lucille Shapiro : J. Miller, S. Engelberg et W. Broad, *Germs: Biological Weapons and America's Secret War* (New York: Simon & Schuster, 2001), p. 236.

²⁴. L. Garrett, *Betrayal of Trust. The Collapse of Global Health* (Oxford, s. d. [2000]), p. 337. J. Lederberg, *Bioterrorism—Domestic Weapons of Mass Destruction*, Joint Hearing before the Committee on Appropriations and the Committee on Veterans' Affairs, US Senate, 16 mars 1999 (Washington, D.C.: US Government Printing Office, 2000), p. 38.

²⁵. J. Lederberg, Introduction, in J. Lederberg (1999), pp. 4-5.

²⁶. En 1981, le gouvernement américain a accusé l'Union soviétique d'avoir employé un agent polluant (trichothécène) au Laos, au Cambodge et en Afghanistan, en violation du Protocole de Genève de 1925 et de la Convention sur les armes biologiques. Les multiples analyses de laboratoires n'ont pas permis de confirmer les premiers rapports faisant état de la présence de trichothécène, J. Goldblat, La Convention sur les armes biologiques. Vue générale, *Revue internationale de la Croix-Rouge* 825 (1997): 269-286.

²⁷. Garrett (2000), p. 373. Les municipalités d'Atlanta, Denver, Los Angeles, San Francisco et Washington allaient bientôt s'engager dans la foulée de New York.

²⁸. L. A. Cole, *The Eleventh Plague. The Politics of Biological and Chemical Warfare* (New York: W. H. Freeman, 1997), p. 167.

²⁹. Cole (1997), pp. 167-8.

³⁰. General Accounting Office, *Combating Terrorism: Observations on the Threat of Chemical and Biological Terrorism* (Washington, D.C., octobre 1999). General

Accounting Office, *Combating Terrorism: Federal Agencies' Efforts to Implement National Policy and Strategy* (Washington, D.C., septembre 1997). Institute of Medicine, *Chemical and Biological Terrorism : Research and Development to Improve Civilian Medical Response* (Washington, D.C.: National Academy of Sciences, janvier 1999). Voir la table-ronde organisée le 11 février 1999 par le National Health Policy Forum, The George Washington University, Washington, D.C., *Biological Terrorism : Is the Health Care Community Prepared? Issue Brief*, no. 731 (1999): 1-8.

³¹. Kaufman, A.F., Meltzer, M.I., and Schmid, G.P., The economic impact of a bioterrorist attack: Are prevention and postattack intervention programs justifiable? *Emerg. Infect. Dis.* **3**, (1997): 83-94.

³². J. Stephenson, Confronting a Biological Armageddon: Experts Tackle Prospect of Bioterrorism, *JAMA*, vol. 276 (1996): 349-51. Garrett (2000), pp. 342, 348.

³³. E. Sprinzak, The Great Superterrorism Scare, *Foreign Policy*, no. 112 (1998): 110-24. K. Alibek et S. Handelmann, *Biohazard* (New York : Random House, 1999). La Direction générale pour les préparations biologiques a été créée par le Politburo en 1973 ou 1974. Voir C. J. Davis, Nuclear Blindness : an Overview of the Biological Weapons Programs of the Former Soviet Union and Iraq, in First National Symposium on Medical and Public Health Response to Bioterrorism, *Emerg. Infect. Dis.*, vol. 5, no. 4 (1999): 509-12, pp. 510-11.

³⁴. E. Marshall, Bioterror Defense Initiative Injects Shot of Cash, *Science*, vol. 283 (1999): 1234-5. D. A. Henderson, The Looming Threat of Bioterrorism, *Science*, vol. 283 (26 février 1999): 1279-82, p. 1282.

³⁵. Benjamin et Simon (2002), p. 365; Blumenthal (2003), p. 656-7.

³⁶. Miller et coll. (2001), p. 251. Lederberg, Clinton (1999), p. 3486.

³⁷. Voir Remarks by the President at the US Naval Academy Commencement, the White House, 22 mai 1998, et Remarks by the President to the Opening Session of the Fifty-third United Nations General Assembly, the White House, 21 septembre 1998.

³⁸. D. Rosner et G. Markowitz, *Are We Ready ? Public Health Since 9/11* (Berkeley : University of California Press, 2006), p. 132.

³⁹. D. E. Shalala, Bioterrorism : How Prepared Are We ? in [First] National Symposium on Medical and Public Health Response to Bioterrorism, *Emerg. Infect. Dis.*, vol. 5, no. 4 (1999) : 492-3, p. 492.

⁴⁰. Entre autres, *Outbreak* et *L'armée des douze singes* pour le cinéma, *X-Files* et *Millenium* pour les séries-TV.

⁴¹. Rosner et Markowitz (2006), p. 143.

⁴². Preston (1998), "Acknowledgments", pp. 429-31.

⁴³. Principaux scénarios de la menace biologique : *Dark Winter* (juin 2001), *Atlantic Storm* (janvier 2005), la série des *TopOff* [Top Officials], de *TopOff 2000* (mais 2000) à *TopOff5* (avril 2009), sans oublier des scénarios de *Crystal City* (1999) mettant en scène des attentats à la variole et à l'anthrax.

⁴⁴. Ph. Sarasin, *Anthrax. Bioterror as Fact and Fantasy* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2006), pp. 102-3, 113, 115.

⁴⁵. L. A. Cole, *The Anthrax Letters. A Medical Detective Story* (Washington, DC: Joseph Henry Press, 2003), p. 126.

-
- ⁴⁶. Sarasin (2006), pp. 85-100. Selon le Johns Hopkins Center for Civilian Biodefense Studies de Baltimore, « aucun service de renseignement n'a confirmé l'information selon laquelle des souches du virus de la variole seraient sorties de l'ancienne Union soviétique », Marwick (1999).
- ⁴⁷. J.-M. Schaeffer, *Pourquoi la fiction ?* (Paris : Seuil, 1999), pp. 135 et 141.
- ⁴⁸. Le nombre exact de victimes n'est pas connu. Voir J. B. Tucker, "Biological Weapons in the Former Soviet Union: an Interview with Dr. Kenneth Alibek", p. 4; et M. Meselson *et al.*, "The Sverdlovsk Anthrax Outbreak of 1979", *Science*, 266, 5188, (1994) : 1202-08.
- ⁴⁹. T. J. Cieslak et E. M. Eitzen Jr., Clinical and Epidemiologic Principles of Anthrax, in [First] National Symposium on Medical and Public Health Response to Bioterrorism, *Emerg. Infect. Dis.*, vol. 5, no. 4 (1999) : 552-4, p. 553.
- ⁵⁰. Miller, Engelberg et Broad (2001), pp. 79-82.
- ⁵¹. J. Guillemin, *Biological Weapons. From the Invention of State-Sponsored Programs to Contemporary Bioterrorism* (New York: Columbia University Press, 2005), p. 143. Jeanne Guillemin est la femme de Mathieu Meselson.
- ⁵². Aucune indemnité n'a jamais été versée par Moscou ; le décret est rédigé de telle sorte qu'aucun militaire ne peut être tenu pour pénalement responsable des décès provoqués par la fuite d'anthrax hors du laboratoire de la Défense en 1979, Guillemin (2005), pp. 143 et 229.
- ⁵³. Marwick (1999).
- ⁵⁴. Filbin M., Speaker to highlight bioterrorism's effects, *The Battalion*, 5 avril 2005.
- ⁵⁵. M. Drexler, *Secret Agents. The Menace of Emerging Infections* (Washington, D. C.: Joseph Henry Press, 2002), p. 263.
- ⁵⁶. Aron R., *Penser la guerre, Clausewitz. — II. L'âge planétaire*, Paris: Gallimard, 1976, pp. 148 et 150.
- ⁵⁷. Grönvall J., Training for Crisis Management Dilemmas in Europe, Biosafety and Biorisks, Lyon, 2-3 mars 2005.
- ⁵⁸. Guillemin (2005), p. 167.
- ⁵⁹. J. Nye, Health Turns into a Security Priority, *International Herald Tribune*, 2 September 2002.
- ⁶⁰. Cole (2003), p. 239.
- ⁶¹. J. Weisberg, *The Bush Tragedy* (New York: Random House, 2008), p. 189. M. W. Thompson, *The Killer Strain. Anthrax and a Government Exposed* (New York: HarperCollins, 2003, chap. 7.
- ⁶². I. H. Daadler et J. M. Lindsay, *America Unbound. The Bush Revolution in Foreign Policy* (Washington: Brookings Institution Press, 2003), p. 118.
- ⁶³. The End of Innocence, *Nature* 414 (15 November 2001): 236. Cité par Guillemin (2005), p. 185.
- ⁶⁴. R. Falkenrath, R. D. Newman, B. A. Thayer, *America's Achilles' Heel: Nuclear, Biological, and Chemical Terrorism and Covert Attack*, BCSIA Studies in International Security (Cambridge, Mass.: The MIT Press, 1998), p. 11.

-
65. Weisberg (2008), pp. 189-90.
66. Guillemin 2005), p. 237.
67. Falkenrath and coll. (1998), p. 4.
68. V. De Rugy et C. Pena, Responding to the Threat of Smallpox Bioterrorism. An Ounce of Prevention is Best Approach, *Policy Analysis*, no. 434 (2002), p. 7; Dekker-Bellamy J., "Countering Bioterrorism: Science, Technology and Oversight", New Defence Agenda, Forum Europe, Countering Bioterrorism, Bruxelles, 18 octobre 2004, p. 44.
69. Mintz J., "Bioterrorisme War Game", *Washington Post*, 15 janvier 2005.
70. M. A. French, Picturing Public Health Surveillance : Tracing the Material Dimensions of Information in Ontario's Public Health System (PhD: Queen's University, Kingston, 2009), pp. 58-9.
71. G. Avery, Bioterrorism, Fear, and Public Health Reform: Matching a Policy Solution to the Wrong Window, *Public Administration Review* 64, no. 3 (2004): 275-88, p. 282.
72. C. R. Sunstein, *Worst case scenarios* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2007), pp. 276, 267, 37. Spécialiste du droit constitutionnel, Sunstein a rejoint Harvard en 2008. Il a longtemps enseigné à Chicago où il fut le collègue de Barack Obama. En janvier 2009, il serait nommé à la tête de l'Office of Information and Regulatory Affairs, poste-clé du gouvernement fédéral, à qui revient de faire appliquer la législation votée par le Congrès.
73. Sunstein (2007), p. 123.
74. H. Kahn, *On Escalation. Metaphors and Scenarios* (New York: Praeger, 1965). Le livre de R. Carson, *Silent Spring* (Boston : Houghton Mifflin, 1962) a ouvert la voie à la réglementation de l'usage des pesticides.
75. Sunstein, 2007, pp. 19-20. Le juge fédéral contre le Council on Environmental Quality de la Maison Blanche en 1983 à propos d'un projet de port pétrolier à Galveston, Texas.
76. HHS Pandemic Influenza Plan, Washington: U.S. Department of Health and Human Services, 2005.
77. Pandemic Influenza Preparedness and Response Plan (Draft), 2004, Annexe 12.
78. Heymann D., "The Global Response to Emerging Epidemics (résumé)", Biosafety and Biorisks, Lyon, 2-3 mars 2005.
79. HHS Pandemic Influenza Plan, Statement by Mr Leavitt, p. 1.
80. HHS Pandemic Influenza Plan, Supplément 8 : Community disease control and prevention.
81. HHS Pandemic Influenza Plan, Executive Summary, p. 5.
82. T. C. Sorensen, Rethinking National Security, *Foreign Affairs* 69, no. 3 (1990): 1-18, p. 5.
83. Conetta C. et C. Knight, "Inventing Threats", *The Bulletin of the Atomic Scientists*, 54, no. 2, (1998), pp.32-4
84. Weisberg (2008), p. 197-9.

⁸⁵. S. S. Morse, Examining the Origins of Emerging Viruses, in S. S. Morse (ed) *Emerging Viruses*, (New York: Oxford University Press, 1993), p. 21.

⁸⁶. Institute of Medicine, *Emerging Infections: Microbial Threats in the United States* (Washington, DC: National Academy Press, 1992). R. Stone, IoM weighs in on Microbial Threat, *Science*, vol. 258 (1992): 540.

⁸⁷. Rosset, *La Logique du pire* (Paris : PUF, 1971), pp. 74, 98-9

⁸⁸. Aron, *Clausewitz*, II (1976), p. 175-6.

⁸⁹. « Non pas si, mais quand », expression forgée en 1997 par Robert Blitzer (directeur de la section antiterroriste du FBI) : J. B. Tucker, Bioterrorism: Threats and Responses, in Lederberg (1999): 283-320, p. 285.

⁹⁰. V. Jankélévitch, *Le je-ne-sais-quoi et le presque-rien*, vol. 1—*La manière et l'occasion* (Paris : le Seuil, 1980), p. 115.

⁹¹. J. J. Hamre, National Leadership in Confronting Bioterrorism: 1, in The Second National Symposium on Medical and Public Health Response to Bioterrorism, *Public Health Reports* 116 (suppl 2), 2001, p. 114.

⁹². Jankélévitch (1980), p. 115.

⁹³. C. Dishman, "Understanding Perspectives on WMD and Why They Are Important", *Studies in Conflict & Terrorism*, 24, (2001): 303-13 .

⁹⁴. M. Temman, Fukushima : « Le Japon aurait dû imaginer le pire », *Libération*, 3 juin 2011.